

LE JOUR, 1954
10 MARS 1954

SUR LE CHEMIN DE DAMAS

D'avoir rétabli la libre circulation des personnes entre elle et le Liban, la Syrie a tout à gagner et rien à perdre. Elle serait davantage dans la vérité si elle en faisait autant pour les biens, en se mettant en régime libéral.

Car la Syrie ne sera jamais protectionniste sans se nuire ; pour servir quelques industries toujours menacées, elle ira contre la tradition et la vocation de son peuple. Nous ne serons pas systématique et nous reconnâtrons que l'exception confirme la règle. Mais la règle est claire et impérieuse. Le peuple syrien ne peut pas se moderniser dans l'autarcie. Les contraintes, pour profiter à quelques-uns, font tort à beaucoup d'autres.

La Syrie est avant tout un pays agricole et par conséquent un pays d'industries agricoles. Elle n'a pas besoin de barrières pour que son agriculture prospère.

Pour vendre librement ses céréales, son coton, ses laines et le reste, la Syrie doit accueillir librement les marchandises des autres. Et tout montre que le peuple syrien, modéré de nature, ne se laisse pas aller aux excès.

Ce n'est pas en venant au Liban que les Syriens se feront du mal ; c'est, pensons-nous, en n'y venant pas. Dans ce siècle, pour qu'un pays aille à son épanouissement, il lui faut les voyages et les échanges ; singulièrement la Syrie placée sur la carte comme elle est.

Nous ne pouvons donner à la Syrie ce qu'elle n'a pas (ou pas assez), comme il est naturel que les Libanais puissent travailler en Syrie pour la prospérité des Syriens eux-mêmes.

L'autre jour, deux jeunes hommes, deux ouvriers agricoles, dans un état de misère extrême, venus de la région de Safita en Syrie, s'arrêtaient à notre porte, demandant du travail. Interrogés, ils répondirent que la vie était dure là-bas et qu'ils pensaient que le Liban leur serait accueillant et favorable... Le fait est saisissant. C'est pourtant la Syrie qui possède la terre et les fleuves et c'est nous qui sommes à l'étroit sur notre territoire.

M. Khaled El-Azm, qui discute sèchement la mesure prise par le Gouvernement syrien et qui en fait grief à M. Husni Barazi, ferait mieux de trouver du travail dans son pays aux ouvriers qui n'en ont pas et qui ont faim. Il y a beaucoup d'ouvriers syriens au Liban, tandis qu'il n'y a guère de Libanais en Syrie.

M. Husni Barazi a raison de tenir pour regrettable la querelle que lui fait M. Khaled El-Azm. Nous retiendrons son témoignage que « la libre circulation des personnes entre la Syrie et le Liban ne fait aucun tort à l'économie syrienne et que les restrictions et les contraintes (instituées par M. Khaled El-Azm quand il était au pouvoir) ont constitué une atteinte à la liberté et à la dignité du peuple ».

M. Khaled El-Azm ne fait pas grand cas de la liberté des autres. Sans doute a-t-il pour cela ses raisons...

La vérité, de nos jours, est toujours dans la liberté quand la liberté est dans l'ordre. Des frontières comme celles de la Syrie ne se ferment pas. Et le peuple syrien, dans la mesure où il est enfermé à l'intérieur de ses frontières, ne peut pas devenir un grand peuple. Il faut faire le

tour du monde, il faut les échanges avec l'univers (ou la moitié de l'univers) pour s'élever, de nos jours, dans la puissance et la civilisation.

La Syrie a des ouvriers agricoles chômeurs en grand nombre et c'est au Liban que ces ouvriers viennent, que ce soit de la région des Alaouites, du Hauran ou d'ailleurs. Le territoire syrien a seize fois l'étendue du nôtre, tandis que la population de la Syrie n'est pas trois fois la nôtre. C'est cependant au Liban que l'ouvrier agricole syrien en chômage vient gagner son pain.

En bonne logique, c'est nous qui devrions fermer notre porte. Nous avons le bon esprit de n'en rien faire. La politique d'un pays est faite d'une moyenne et d'un équilibre. Il faut louer M. Husni Barazi de l'avoir compris tandis que M. Khaled El-Azm, avec son intelligence, persiste à se comporter comme un homme de l'avant-dernier siècle.